

Bruxelles, le 15.12.2017
C(2017) 8866 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15.12.2017

**relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la République démocratique
du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15.12.2017

relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1.

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République démocratique du Congo pour la période 2014-2020³, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après "l'accord interne"⁴) vise à contribuer au renforcement de l'état de droit et à la promotion de la démocratie en République démocratique du Congo par l'amélioration de la gouvernance, le renforcement de l'autorité de l'Etat, l'enracinement de la démocratie, la lutte contre l'impunité et la promotion d'une paix juste et durable en la République démocratique du Congo.
- (3) L'action intitulée "Appui au processus électoral en République démocratique du Congo" a pour objectif de contribuer à un processus électoral libre, crédible, inclusif, transparent et conforme à la Constitution congolaise et aux normes internationales. Son objectif spécifique vise à apporter un appui à la tenue des élections telles que prévues dans l'Accord politique signé le 31 décembre 2016 entre le gouvernement et les parties de l'opposition. L'action est mise en œuvre, d'une part, à travers une modalité de projet par gestion indirecte (PAGODA - Pillar Assessed Grant or Delegation Agreement) avec le Programme des Nations Unies pour le Développement et d'autre part, à travers une modalité de gestion directe pour l'attribution de subventions et contrats de service.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'union européenne et la République démocratique du Congo C(2014)3904 final du 17.06.2014.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n°1268/2012 de la Commission⁵ applicable conformément à l'article 2 paragraphe 1 et à l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable conformément à l'article 2 paragraphe 1 et à l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe (section 5.4.1).
- (6) L'assistance prévue à la République démocratique du Congo se doit de suivre strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays.
- (7) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à l'entité désignée dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n°966/2012, applicable conformément à l'article 2 paragraphe 1 et à l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que cette entité garantisse un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Cette entité respecte les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n°966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.
- (8) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n°1268/2012, applicable conformément à l'article 2 paragraphe 1 et à l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables conformément à l'article 2 paragraphe 1 et l'article 29, paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.
- (10) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, tout changement substantiel à une décision de financement qui a déjà été adoptée doit suivre la même procédure que la décision initiale. Il est donc convenu que la Commission doit définir ce que l'on entend par "modifications non substantielles de la présente décision", afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (11) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption du programme

La décision relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante:

Annexe : Appui au processus électoral en République démocratique du Congo.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 20 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n°1268/2012 applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 15.12.2017

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission